REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
AUTORITE DE REGULATION DE LA POSTE ET DES TELECOMMUNICATIONS

--o0o--

COMMUNIQUE
DU CONSEIL DE L'AUTORITE DE REGULATION DE LA POSTE
ET DES TELECOMMUNICATIONS

--o0o--

Résolution finale (complétant et clôturant la résolution du Conseil de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications (ARPT) du 19 février 2003) relative aux résultats d'évaluation de la couverture et de la qualité de service du réseau de téléphonie mobile d'Algérie Télécom (AT).

--o0o--

Vu la résolution prise en date du 19 février 2003 par le Conseil de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications (ARPT) invitant l'opérateur Algérie Télécom (AT) :

1. à justifier le « *défaut* » d'exécution des obligations de couverture et de qualité de service de son réseau de téléphonie mobile repris aux points 9, 10 et 11 de la résolution précitée ;
2. à communiquer à l'Autorité de régulation de la Poste et des Télécommunications « *une estimation du moment où le défaut visé au point (1) ci-dessus sera corrigé* », (laquelle « *estimation* » a été remise par la société Algérie Télécom à l'ARPT en date du 7 juillet 2003).

A cet égard, la société Algérie Télécom invoque dans sa correspondance du 28 avril 2003 pour expliquer le « défaut » de couverture requise repris aux points 9, 10 et 11 de la résolution précitée, des « **circonstances indépendantes** » de sa volonté pour bénéficier de l'application des dispositions afférentes aux « **circonstances exonératoires** ». Ces dispositions sont définies par le cahier des charges, article 31.3.

La société Algérie Télécom présente à cet effet des justifications ayant trait :

- à la conception de son réseau dont l'optique était de « répondre à des besoins de service public » ;
- aux paramètres de qualité de service requise dans son cahier des charges arrêtés postérieurement au lancement de son réseau de téléphonie mobile ;
- aux conditions de création de la société Algérie Télécom notamment celles liées à la mise en place de son organisation, au transfert de son patrimoine et de ses personnels et à la confection de son bilan d'ouverture ;
- aux données liées au projet d'extension de son réseau de téléphonie mobile.

Eu égard à ce qui précède, le Conseil de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications,

- ayant constaté que la société Algérie Télécom a complété, en date du 7 juillet 2003, le dossier qui lui a été réclamé par l'ARPT ;
- ayant pris note de la présence du réseau de téléphonie mobile dans 36 chefs lieux de wilaya autres que ceux concernés par cette première évaluation de la couverture et de la qualité de service du réseau mobile d'Algérie Télécom, précédemment à ses obligations contractuelles ;
- ayant pris note de l'installation, depuis la fin de l'opération d'évaluation, de nouvelles stations de base dans les wilayas concernées par les obligations de la première année d'activité ;
- ayant pris acte « *de l'estimation du moment où le défaut sera corrigé* » dans les wilayas concernées et ce, en vertu de l'article 35.3 du cahier des charges (Cette estimation a été remise par la société Algérie Télécom à l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications en date du 7 juillet 2003) ;
- en attendant le complément au rapport annuel tel que celui-ci (rapport) est défini par le cahier des charges, article 35.3,

a (le Conseil de l'ARPT) pris la résolution finale suivante :

1. le Conseil de l'ARPT a jugé **exonératoires**, certaines circonstances présentées par la société Algérie Télécom en ce qui concerne le « **défaut** » relevé aux points 9, 10 et 11 de la résolution prise en date du 19 février 2003.
2. le Conseil de l'ARPT a pris acte de « **l'estimation** » par wilaya « **du moment où le défaut enregistré** » dans certaines localités des wilayas concernées sera « **corrigé** » et ce, en vertu de l'article 35.3 du cahier des charges.
3. le Conseil de l'ARPT a décidé de réaliser, à cet effet, le contrôle nécessaire au fur et à mesure de la couverture des wilayas concernées où le « **défaut** » a été enregistré et ce, en respect des échéances fixées dans l'estimation visée au point 2 de la présente résolution et sans que ceci n'ait d'incidence sur le calendrier de déploiement du réseau de la société Algérie Télécom tel que fixé dans l'annexe 3 du cahier des charges pour les deuxième, troisième et quatrième années d'activité de la société Algérie Télécom commençant à courir à compter de la date du 4 août 2001.

A la fin de ses travaux, le Conseil de l'ARPT a passé en revue les conditions de préparation du lancement de l'opération d'évaluation de la couverture et de la qualité de service des réseaux des sociétés Algérie Télécom et Orascom Télécom Algérie prévue par leur cahier des charges respectif à la fin de la deuxième année de leur activité.